

**Forum politique à haut niveau sur les migrations**

**OCDE, 29-30 juin 2009**

**Discours**

**de**

**M. Vladimír Špidla**  
**Commissaire Européen de l'emploi, des affaires**  
**sociales et de l'égalité des chances**

Je suis ravi de pouvoir participer à cette conférence et tiens à remercier l'OCDE pour cette invitation. L'immigration reste un sujet majeur pour l'Union européenne, tant pour les décideurs politiques que pour l'ensemble des citoyens.

L'historien que je suis ne peut s'empêcher de penser à notre passé, marqué par des générations d'immigrés mais aussi d'émigrés qui ont fortement contribué à notre développement. Je pense par exemple:

- à l'âge d'or des Pays-Bas, le seizième siècle (16<sup>e</sup>), qui a été marqué par une forte migration venant de ce qui était alors le sud des Pays-Bas (*Anvers et environs*) et des Juifs du Portugal. C'est à cette époque que les Pays-Bas ont vu naître les grands artistes comme Vermeer et Rembrandt.
- aux dix-neuvième (19<sup>e</sup>) et le vingtième (20<sup>e</sup>) siècle, où des Espagnols, des Portugais, des Italiens des Polonais, des Irlandais ont contribué au fort développement d'autres pays européens comme la France ou le Royaume-Uni.
- Je pense également aux travailleurs d'Afrique, du Maghreb ou de Turquie qui ont été encouragés, plus récemment, à venir travailler en France, en Belgique, Espagne ou en Allemagne, là encore, pour participer pleinement au développement de ces pays.

Ces mouvements migratoires ont représenté, et continuent de représenter, un renfort précieux en termes de main d'œuvre. Ils doivent encore gagner en reconnaissance pour être pleinement considéré comme un atout pour notre économie, pour notre démographie ou en termes d'échanges culturels.

La réussite de l'intégration des nouveaux venus dans notre société n'est cependant pas automatique. Nous devons concentrer nos efforts sur cette question avec autant d'intensité que sur la question des flux migratoires eux-mêmes.

L'immigration est devenue un enjeu politique majeur pour l'Union comme dans les Etats membres. Elle occupe également le devant de la scène politique européenne:

- d'abord, parce que l'Union a fait une priorité du développement d'une politique européenne d'immigration, et ce il y a dix ans déjà;
- ensuite, parce que l'espace Schengen a permis à plus de quatre-cent (400) millions de personnes de circuler librement au sein de l'Union.

Les Etats membres ne peuvent plus gérer seul les mouvements migratoires. En revanche, les politiques liées à l'intégration continuent principalement de relever des Etats-Membres. Dans ce cadre mixte, l'Union a tenu ces dernières années à contribuer aux politiques publiques pour une bonne intégration des immigrés.

L'Union a placé l'immigration au cœur de la Stratégie de Lisbonne pour la croissance et l'emploi. Depuis presque dix ans maintenant, nous déclinons ce cadre général de façon concrète et détaillée.

Ainsi:

- nous mettons l'accent sur les stratégies d'apprentissage tout au long de la vie, pour donner plus de chances aux travailleurs de trouver un emploi, notamment aux plus fragiles comme les immigrés;
- nous mettons en place des politiques actives du marché du travail pour mieux faire face aux changements rapides et faciliter les transitions vers de nouveaux emplois;
- nous accompagnons le renforcement des structures qui aident les chômeurs, notamment les Services Publics pour l'Emploi;
- nous encourageons les Etats membres à faire bon usage des fonds structurels, notamment du FSE, pour mieux soutenir les travailleurs immigrés – en 2008, plus de 600.000 immigrés ont bénéficié du soutien du FSE;
- enfin, nous coordonnons les politiques des Etats membres, et nous échangeons nos bonnes pratiques dans le domaine de l'inclusion sociale, y compris des immigrés et des minorités ethniques.

Il est certain que la crise actuelle a un impact certain sur l'emploi et plus généralement sur l'intégration des immigrés. Certains Etats membres ont déjà adopté des politiques plus restrictives, bien que toutes les expériences de politiques migratoires dites de "stop and go" se soient révélées mauvaises pour notre économie à long terme.

Nous avons le devoir de gérer les flux migratoires efficacement autant qu'humainement. Pour y parvenir, nous devons donner la priorité à l'emploi, de façon à supprimer les écarts existants entre les immigrés et les autres citoyens en la matière.

- Cela passe par le combat contre le travail au noir, avec des sanctions pour les employeurs et des mesures "plus douces" pour amener les travailleurs au noir vers la régularisation.
- Cela passe aussi, plus largement, par la lutte contre les discriminations, avec une attention particulière aux femmes immigrées, souvent victimes de discriminations multiples.
- Enfin, le prochain programme pluriannuel pour un espace de liberté, de sécurité et de justice (programme de Stockholm) et surtout la Stratégie de Lisbonne post-2010, tous deux en cours de préparation, ne manqueront de traiter des questions migratoires.

Mesdames et Messieurs,

L'immigration est un fait dans l'Europe d'aujourd'hui comme dans l'Europe de ces derniers siècles.

L'immigration est un pilier essentiel de notre force économique. C'est aussi une fierté quant à la tolérance que l'Europe affiche vis-à-vis de la différence, d'autres cultures et

d'autres opinions. C'est enfin la marque de nos valeurs appliquées à un aspect pratique de notre société et de nos politiques.

Nous avons le devoir d'encadrer économique autant qu'humainement les flux migratoires, pour le bien de notre économie, de nos concitoyens et celui des nouveaux arrivés. Ce n'est que si chacun trouve sa place dans notre société qu'il ou elle pourra pleinement apporter ses forces à notre projet collectif.

L'Union est mobilisée en faveur d'une intégration réussie des immigrés depuis plusieurs années déjà.

Nous apportons notre contribution aux efforts des Etats membres et nous savons que nos efforts seront encore nécessaires à l'avenir. La crise actuelle ne nous facilitera pas la tâche, tant les dégâts sociaux qu'elle occasionne toucheront les plus fragiles, y compris les immigrés.

Pourtant, nous devons pleinement prendre en compte l'intégration des immigrés dans la préparation de notre avenir. Après la Stratégie de Lisbonne, focalisée sur la croissance et l'emploi, nous préparons une nouvelle stratégie pour l'après 2010. La Commission fera ses propositions d'ici la fin de l'année. D'ici là, nous continuerons nos échanges avec les autres Institutions européennes, avec les Etats membres, les partenaires sociaux et tous les acteurs qui pourraient enrichir cette préparation.

Les travaux de l'OCDE autour de la question de l'intégration seront d'un précieux soutien. La Commission et l'OCDE travaillent d'ailleurs sur une série de projets communs qui devraient notamment aboutir, les 1<sup>er</sup> et 2 octobre, à Bruxelles, à un séminaire sur ce grand défi d'avenir.

Je vous remercie de votre attention.